

« La BCE devrait réfléchir à deux fois avant de monter les taux » par  
Jean-Paul Fitoussi.  
Les Echos, 16 août 2007

L'OFCE compte parmi les instituts de conjoncture les plus optimistes pour 2007. Comment expliquez-vous que l'activité française se soit dégradée au printemps ? Une croissance de 2 % vous paraît-elle encore atteignable ?

Je ne sais pas ce qui a conduit à ce petit ralentissement tel qu'il est mesuré par l'Insee, mais je n'y attacherais pas trop d'importance : les chiffres trimestriels sont fréquemment révisés. Certes, il existe deux informations négatives pour l'Europe, qui sont le cours du baril de pétrole et le taux de change de l'euro. Mais les pays européens ont su intégrer ces contraintes et ils sont maintenant surtout dépendants de la demande interne en Europe. Réaliser 2 % de croissance en France me paraît donc possible, je ne vois pas pourquoi il se produirait d'accident. Le ralentissement allemand avait empêché la croissance française de se déployer à plein en 2004 et 2005. La France devrait profiter de l'amélioration de l'activité en Allemagne.

La crise des « subprimes » peut-elle fragiliser la confiance en France ?

L'un des problèmes de cette crise, pour laquelle nous manquons encore de recul, est l'absence de transparence des grands acteurs financiers, dont nous ne connaissons pas le degré d'exposition. Cela reste une fragilité. Pour autant, en fournissant les liquidités nécessaires, les banques centrales ont bien réagi, même si le degré d'imprévision d'une crise qui était annoncée depuis six mois est étonnant. Je ne crois pas aujourd'hui à une crise de confiance. Il y a une possibilité de rationnement du crédit, mais il faut la mettre en perspective avec les profits énormes des acteurs financiers. Ils ne devraient pas avoir de problèmes à prêter à ceux qui ont vécu loin de cette crise.

La BCE laissait entendre qu'elle augmenterait ses taux en septembre. Est-ce dangereux ?

Si j'étais banquier central, je baisserais les taux. Mais comme je ne le suis pas, j'essaie de comprendre leur raisonnement. Soit ils se disent qu'ils ont donné des preuves de vertu en intervenant pour limiter la crise et ils se sentent libres de monter à nouveau les taux. Soit ils comprennent que la crise des « subprimes » est la conséquence des hausses de taux passées - je pense à la Fed - et ils réfléchiront à deux fois avant de monter à nouveau les taux.

Vous faites partie des économistes consultés par Nicolas Sarkozy. Quels sont vos préconisations pour apporter à la France « le point de croissance qui lui manque » ?

Il y a deux types d'actions à conduire : une action de court terme pour que la croissance ne s'effondre pas et une, plus difficile, qui consiste à essayer d'augmenter la croissance potentielle. Il faut faire feu de tout bois et ne pas dissocier les deux. Si on augmente le niveau des revenus de 10 %, c'est un exploit considérable. Il faut agir à la fois sur le pouvoir d'achat, le niveau d'investissement public et privé et sur ce qui peut accroître les opportunités industrielles.